

20.3 Banques - Assurances

La valeur ajoutée des **sociétés financières** marque le pas en 2014 mais les évolutions sont contrastées au sein du secteur.

La valeur ajoutée des **banques** et des **fonds d'investissement** continue de croître en 2014 à un rythme proche de celui de 2013 (+ 6,4 % après + 6,0 %). Cette croissance de l'activité est surtout imputable à la diminution des taux d'intérêt, qui se traduit par une augmentation des marges d'intermédiation. Pour la troisième année de suite, c'est la production de services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) qui contribue à l'essentiel de la hausse de la valeur ajoutée des intermédiaires financiers, laquelle progresse en 2014 de 4,2 milliards d'euros. La production de services explicitement facturés à la clientèle est également orientée à la hausse.

À l'inverse, la valeur ajoutée des sociétés d'**assurance** baisse très nettement (- 27,4 % après + 17,5 % en 2013). La production de services des sociétés d'assurance baisse de 3,2 % en valeur après une hausse de 4 % en 2013. Cette baisse est entièrement due à la diminution des rendements de l'assurance-vie, les encours étant en augmentation de 4,0 % sur l'année. En effet, la baisse générale des taux de rendement des principaux instruments d'épargne financière des ménages a renforcé l'attractivité de l'assurance-vie qui enregistre une collecte nette en forte progression en 2014 (+ 8 % sur les cotisations par rapport à 2013 et - 1 % sur les prestations et rachats). Les ménages ont continué de concentrer leurs

placements sur les contrats en euros, dont le capital est garanti. Néanmoins, l'érosion des taux servis sur ces contrats et les anticipations d'évolution des cours des actions semblent avoir contribué à un regain d'intérêt pour les contrats en unités de compte, dont le flux a plus que doublé en 2014. Parallèlement, les cotisations d'assurance-dommages augmentent de 2,3 % en 2014 sur l'ensemble du marché alors que les indemnités attendues par les assureurs ont progressé davantage (+ 3,9 %). Les primes au titre des risques liés à l'habitation augmentent de 4 %, comme en 2013. La croissance des cotisations au titre de l'assurance automobile en 2014 est de 2 %, mais reste limitée : avec la perspective d'une intensification de la concurrence liée à l'entrée en vigueur en 2015 de la loi Hamon (qui assouplit les procédures de résiliation des contrats d'assurance), les assureurs s'efforcent de fidéliser leur clientèle en évitant les hausses de prix.

Le taux de croissance annuel des crédits aux ménages est quasi inchangé en France en 2014. Le ralentissement des crédits à l'habitat est contrebalancé par la reprise des crédits à la consommation. Les crédits immobiliers ont ralenti en liaison avec les baisses de l'investissement en logement et, sur le marché de l'immobilier ancien, du nombre de transactions et des prix. Comme les années précédentes, la France connaît une distribution de crédits aux ménages plus dynamique qu'en Allemagne (+ 1,6 %) alors que la contraction se poursuit en Espagne (- 3,8 %) et en Italie (- 0,5 %). ■

Définitions

Assurance : engagement donné par contrat, par un assureur à un assuré, de le garantir en cas de survenance d'un événement incertain affectant sa personne, ses biens ou sa responsabilité. Cette garantie est donnée contre le paiement d'une cotisation.

Banque : catégorie d'établissements de crédit autorisée par la loi à réaliser toutes les opérations de banque. Les opérations de banque comprennent la collecte des fonds auprès du public, la réalisation d'opérations de crédit et l'offre de services bancaires de paiement (dont la délivrance de chèques).

Fonds d'investissement : organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), fonds d'investissements alternatifs (FIA) et autres fonds de placement collectifs.

Banque coopérative ou mutualiste, caisse de crédit municipal, établissement de crédit, réassurance, sociétés financières : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2015.
- « Les comptes de la Nation en 2014 – Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat des ménages accélère », *Insee Première* n° 1549, mai 2015.
- « Rapport annuel 2014 », Banque de France, mai 2015.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Compte non financier des intermédiaires financiers

en milliards d'euros

	2013	2014	14/13 en %
Production (a)	130,5	135,4	3,7
Sifim (a1)	50,3	53,6	6,5
Production facturée (a2)	78,8	80,4	2,0
Production pour compte propre (a3)	1,3	1,4	1,8
Consommation intermédiaire (b)	64,6	65,3	1,1
Valeur ajoutée brute (c = a - b)	65,9	70,1	6,4
Salaires et cotisations sociales (y c. imputées) (d1)	34,0	34,1	0,4
Impôts liés à la production – subventions d'exploitation (d2)	4,4	4,0	-9,2
Excédent brut d'exploitation (e = c - d1 - d2)	27,5	32,0	16,4
Intérêts reçus (f)	138,3	125,6	-9,2
Dividendes reçus (g)	27,6	29,6	7,3
Bénéfices réinvestis d'investissements directs à l'étranger (nets) (h)	1,8	1,8	3,7
Intérêts versés (i)	129,9	122,2	-5,9
Dividendes versés (j)	13,0	12,4	-4,7
Solde des revenus primaires (m)	31,5	32,9	4,6
Impôts courants (n)	10,9	9,7	-10,9
Formation brute de capital fixe (q)	12,2	12,9	6,2
Autres transferts courants divers (r)	-0,5	-4,8	7,9
Capacité de financement (s)	9,6	7,4	-22,8
Ratios (en %)			
Taux de valeur ajoutée (c/a)	50,5	51,8	///
Part des Sifim dans la production (a1/a)	38,6	39,6	///
Part des services facturés dans la production (a2/a)	60,4	59,4	///
Taux de marge (e/c)	41,7	45,6	///
Taux d'investissement (q/c)	18,5	18,5	///

Sources : Banque de France ; Insee, comptes nationaux - base 2010.

Compte non financier des sociétés d'assurance

en milliards d'euros

	2013	2014	14/13 en %
Production (a)	63,4	61,4	-3,2
Assurance-vie (a1)	17,9	15,3	-14,7
Assurance-dommages (a2)	34,2	34,3	0,2
Réassurance (a3)	4,9	5,7	15,9
Autres activités (logement, auxiliaires financiers, informatique) (a4)	6,3	6,1	-3,5
Consommation intermédiaire (b)	46,2	48,9	6,0
Valeur ajoutée brute (c = a - b)	17,2	12,5	-27,6
Salaires et cotisations sociales (y c. imputées) (d1)	9,8	9,9	0,5
Impôts liés à la production – subventions d'exploitation (d2)	1,2	1,1	-8,3
Excédent brut d'exploitation (e = c - d1 - d2)	6,2	1,5	-75,9
Solde des revenus primaires	5,5	1,4	-75,1
Capacité / besoin de financement	-2,8	-4,6	///
Ratios (en %)			
Taux de valeur ajoutée (c/a)	27,2	20,3	///
Part de la rémunération des salariés dans la valeur ajoutée brute (d1/c)	57,0	79,2	///

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Établissements de crédit agréés

Au 31 décembre	2013 (r)	2014
Banques	190	187
Banques mutualistes ou coopératives	92	91
Caisse de crédit municipal	18	18
Banques¹	300	296
Établissements de crédit spécialisés ²	250	106
Autres établissements	66	66
Total	616	468

1. Établissements habilités à traiter toutes opérations de banque.

2. Ex-sociétés financières à fin 2013.

Source : Banque de France.

Moyens de paiement de masse en 2014

	Opérations quotidiennes en milliers	Montants quotidiens en millions d'euros
Chèques	7 555	3 662
Virements	7 927	11 185
LCR et BOR ¹	277	964
Débits directs ²	9 033	3 865
Paiements par cartes ³	27 405	1 248
Retraits par cartes ³	2 409	149
Total	54 607	21 073

1. Lettre de change relevé et billet à ordre relevé.

2. Prélèvements, TIP et téléversements.

3. Y c. les paiements et les retraits effectués en France et à l'étranger avec des cartes interbancaires et privatives émises en France.

Source : Banque de France.